



# Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI)

## Modification du ...

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu le message du Conseil fédéral du...<sup>1</sup>  
*arrête:*

I

La loi fédérale du 14 décembre 2012 sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation<sup>2</sup> est modifiée comme suit:

### *Préambule*

vu les art. 64, al. 1 et 3, et 81 de la Constitution<sup>3</sup>,  
vu le message du Conseil fédéral du 9 novembre 2011<sup>4</sup>,

### *Art. 7, al. 1, let. h*

<sup>1</sup> La Confédération encourage comme suit la recherche et l'innovation conformément à la présente loi et aux lois spéciales :

h. elle établit un plan sectoriel conforme à la loi du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT)<sup>5</sup> pour les projets de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) ayant des effets importants sur le territoire et l'environnement.

RS .....

<sup>1</sup> FF...

<sup>2</sup> RS **420.1**

<sup>3</sup> RS **101**

<sup>4</sup> FF **2011** 8089

<sup>5</sup> RS **700**

*Titre suivant l'art. 31***Section 6a Approbation des plans concernant les constructions et installations du CERN***Art. 31a* Principe

<sup>1</sup> Les plans concernant l'érection ou la modification de constructions ou d'installations du CERN qui impliquent un développement territorial ou présentent une importance stratégique doivent être approuvés par le DEFR (autorité d'approbation des plans). Cette compétence peut être déléguée au SEFRI.

<sup>2</sup> L'approbation des plans couvre toutes les autorisations requises par le droit fédéral.

<sup>3</sup> Aucune autorisation ni aucun plan relevant du droit cantonal ne sont requis. Le droit cantonal est pris en compte dans la mesure où il n'entrave pas de manière disproportionnée les constructions et installations du CERN.

<sup>4</sup> En règle générale, l'approbation des plans des projets ayant des effets importants sur le territoire et l'environnement présuppose qu'un plan sectoriel conforme à la LAT<sup>6</sup> ait été établi.

<sup>5</sup> Les constructions et installations visées à l'al. 1 doivent respecter les règles techniques reconnues et répondre aux exigences de la législation spécifique, en matière notamment d'aménagement du territoire, de protection de l'environnement et de protection de la nature et du paysage.

*Art. 31b* Droit applicable

<sup>1</sup> La procédure d'approbation des plans est régie par la PA<sup>7</sup>, pour autant que la présente loi n'en dispose pas autrement.

<sup>2</sup> L'autorité d'approbation des plans peut exercer le droit d'expropriation au sens de la loi fédérale du 20 juin 1930 sur l'expropriation (LEx)<sup>8</sup> pour les constructions et installations visées à l'art. 31a, al. 1. Si une expropriation est nécessaire, la LEX s'applique.

<sup>3</sup> La procédure d'expropriation n'est applicable que si les efforts faits en vue d'acquiescer les droits nécessaires de gré à gré ou d'obtenir un remembrement ont échoué.

*Art. 31c* Ouverture de la procédure

La demande d'approbation des plans doit être adressée à l'autorité d'approbation des plans avec les documents requis. Cette dernière vérifie si le dossier est complet et, au besoin, le fait compléter.

<sup>6</sup> RS 700

<sup>7</sup> RS 172.021

<sup>8</sup> RS 711

*Art. 31d* Piquetage

<sup>1</sup> Avant la mise à l'enquête de la demande, le requérant doit marquer sur le terrain par un piquetage, et pour les bâtiments par des gabarits, les modifications requises par la construction ou l'installation projetée.

<sup>2</sup> Les objections émises contre le piquetage ou la pose de gabarits doivent être adressées sans retard à l'autorité d'approbation des plans, mais au plus tard à l'expiration du délai de mise à l'enquête.

<sup>3</sup> La procédure visée à l'art. 15 LEx<sup>9</sup> s'applique aux autres actes préparatoires, à la mise au point du projet et à la consolidation des bases de décision. L'autorité d'approbation des plans statue sur les objections de tiers.

*Art. 31e* Avis des cantons, publication et mise à l'enquête

<sup>1</sup> L'autorité d'approbation des plans transmet la demande aux cantons concernés et les invite à se prononcer dans les trois mois. Si la situation le justifie, elle peut prolonger ce délai.

<sup>2</sup> La demande doit être publiée dans les organes officiels des cantons et des communes concernés et mise à l'enquête pendant 30 jours.

*Art. 31f* Opposition

<sup>1</sup> Quiconque a qualité de partie en vertu de la PA<sup>10</sup> peut faire opposition auprès de l'autorité d'approbation des plans pendant le délai de mise à l'enquête. Toute personne qui n'a pas fait opposition est exclue de la suite de la procédure.

<sup>2</sup> Quiconque a qualité de partie en vertu de la LEx<sup>11</sup> peut faire valoir toutes les demandes visées à l'art. 33 LEx pendant le délai de mise à l'enquête.

<sup>3</sup> Les communes font valoir leurs intérêts par voie d'opposition.

*Art. 31g* Élimination des divergences

La procédure d'élimination des divergences au sein de l'administration fédérale est régie par l'art. 62b de la loi du 21 mars 1997 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration<sup>12</sup>.

<sup>9</sup> RS 711

<sup>10</sup> RS 172.021

<sup>11</sup> RS 711

<sup>12</sup> RS 172.010

*Art. 31h* Décision d'approbation des plans, durée de validité

<sup>1</sup> Lorsqu'elle approuve les plans, l'autorité d'approbation des plans statue également sur les oppositions en matière d'expropriation.

<sup>2</sup> L'approbation des plans est caduque si la réalisation du projet n'a pas commencé dans les trois ans qui suivent l'entrée en force de la décision.

<sup>3</sup> Si des raisons majeures le justifient, l'autorité d'approbation des plans peut prolonger la durée de validité de sa décision de trois ans au plus. Toute prolongation est exclue si les conditions déterminantes de fait ou de droit ont changé sensiblement depuis l'entrée en force de la décision.

*Art. 31i* Procédure simplifiée

<sup>1</sup> La procédure simplifiée d'approbation des plans s'applique :

- a. aux constructions et installations qui affectent un espace limité et ne concernent qu'un ensemble restreint et bien défini de personnes ;
- b. aux constructions et installations dont la modification ou la réaffectation n'altère pas sensiblement l'aspect extérieur du site, n'affecte pas les intérêts dignes de protection de tiers et n'a que des effets minimes sur le territoire et l'environnement ;
- c. aux constructions et installations qui seront démontées après trois ans au plus.

<sup>2</sup> L'autorité d'approbation des plans peut ordonner le piquetage. La demande n'est ni publiée, ni mise à l'enquête. L'autorité d'approbation des plans soumet le projet aux intéressés, qui peuvent faire opposition dans un délai de 30 jours, sauf s'ils ont donné auparavant leur accord écrit. Elle peut solliciter l'avis des cantons et des communes concernés. Elle leur accorde un délai raisonnable pour se prononcer.

<sup>3</sup> Au surplus, la procédure ordinaire est applicable. En cas de doute, cette dernière est appliquée.

*Art. 31j* Procédures de conciliation et d'estimation, envoi en possession anticipé

<sup>1</sup> Après clôture de la procédure d'approbation des plans, des procédures de conciliation et d'estimation sont ouvertes, au besoin, devant la commission fédérale d'estimation (commission d'estimation), conformément à la LEx<sup>13</sup>.

<sup>2</sup> Le président de la commission d'estimation peut autoriser l'envoi en possession anticipé lorsque la décision d'approbation des plans est exécutoire. L'expropriant est présumé subir un préjudice sérieux s'il ne bénéficie pas de l'entrée en possession anticipée. Au surplus, l'art. 76 LEx est applicable.

<sup>13</sup> RS 711

*Art. 31k* Constructions et installations régies par le droit cantonal

<sup>1</sup> L'érection et la modification de constructions ou d'installations ne constituant pas principalement un développement territorial du CERN ou ne présentant pas d'importance stratégique sont régies par le droit cantonal. En cas de doute sur la soumission au droit cantonal, l'autorité d'approbation des plans décide de la procédure à appliquer.

<sup>2</sup> L'autorité cantonale veille à la compatibilité des constructions et installations qu'elle autorise avec les procédures d'approbation des plans de l'autorité d'approbation des plans.

<sup>3</sup> L'autorité cantonale informe l'autorité d'approbation des plans des autorisations de construire qu'elle a délivrées.

*Art. 31l* Etablissement de zones réservées

<sup>1</sup> En vue d'assurer la libre disposition des terrains nécessaires à la réalisation de constructions et d'installations du CERN, l'autorité d'approbation des plans peut, d'office ou sur requête du CERN, du canton ou de la commune fixer des zones réservées dont le périmètre est bien délimité.

<sup>2</sup> Les autorités fédérales, les cantons et les communes, ainsi que les propriétaires fonciers concernés doivent être consultés. La consultation des communes et des propriétaires fonciers incombe aux cantons.

<sup>3</sup> Les zones réservées peuvent être fixées pour une durée maximale de cinq ans. La période de validité peut être prolongée de trois ans au plus. Si une zone réservée est devenue caduque, une nouvelle zone réservée recouvrant totalement ou partiellement l'ancien périmètre peut être fixée.

<sup>4</sup> Les décisions portant sur l'établissement ou la suppression de zones réservées sont publiées dans les communes concernées.

*Art. 31m* Alignements

<sup>1</sup> Sur requête du CERN, l'autorité d'approbation des plans peut fixer des alignements qui servent à réserver les terrains nécessaires aux constructions et installations du CERN. Les autorités fédérales, les cantons et les communes, ainsi que les propriétaires fonciers concernés doivent être consultés.

<sup>2</sup> Les alignements sont limités à la durée de vie de la construction ou de l'installation et deviennent caducs de plein droit lorsque la construction ou l'installation disparaît sans être remplacée.

<sup>3</sup> Les alignements ne peuvent être fixés que sur la base de plans approuvés.

<sup>4</sup> Les décisions portant sur l'établissement ou la suppression d'alignements sont publiées dans les communes concernées.

*Art. 31n*      Recours

<sup>1</sup> Les décisions rendues par l'autorité d'approbation des plans peuvent faire l'objet d'un recours :

- a. pour violation du droit fédéral, y compris l'excès et l'abus du pouvoir d'appréciation ;
- b. pour constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents.

<sup>2</sup> Au surplus, la procédure de recours est régie par les dispositions générales de la procédure fédérale.

*Art. 56*      *Exécution*

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Il peut édicter des dispositions d'exécution réglant notamment :

- a. la procédure d'approbation des plans ;
- b. les prescriptions sur la construction visant à protéger les personnes et l'environnement à respecter ;
- c. les émoluments à percevoir pour les activités en lien avec l'approbation des plans et le plan sectoriel.

*Art. 57b*      Disposition transitoire relative à la modification du ...

Les demandes concernant une construction ou une installation visée à l'art. 31a, al. 1 qui sont en cours d'examen à la date d'entrée en vigueur de la modification du ... sont transmises à l'autorité d'approbation des plans par l'autorité cantonale. Leur traitement est régi par la présente loi.

## II

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

...

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Alain Berset  
Le chancelier de la Confédération, Walter Thurnherr